

Bilan d'activités 2013-2014



TABLE DES MATIÈRES

RAPPEL DE LA MISSION DU COMITE LOGEMENT	5
MENTION DES ELUS	6
RESSOURCES HUMAINES.....	7
BILAN D'ACTIVITES	8
A. MOBILISATION.....	9
B. DÉFENSE DES DROITS	16
C. DÉVELOPPEMENT DE LOGEMENTS SOCIAUX	23
D. REVENDICATIONS LOCALES.....	33
E. VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE	36
F. FORMATION	40
G. SOUTIEN AUX OBNL D'HABITATION	41
I. FINANCEMENT ET RESSOURCES HUMAINES.....	46

La présentation du bilan d'activités est une occasion importante. Au quotidien, il arrive que l'on oublie le chemin parcouru. Nos assemblées régulières et le bulletin de liaison ne réussissent jamais à faire entièrement état de l'ensemble des événements. Le présent bilan d'activités est important; c'est notre mémoire, c'est notre histoire.

RAPPEL DE LA MISSION DU COMITE LOGEMENT

Dans le tourbillon quotidien de nos activités, nous risquons de perdre de vue nos objectifs fondamentaux. Dans notre charte, les objets suivants sont inscrits;

- Voir à l'implantation ou implanter des logements à prix modérés pour des personnes ou des familles défavorisées;
- Faire la promotion de ces logements auprès de la population visée;
- Apporter soutien et conseil aux locataires à faibles revenus et les accompagner auprès des instances appropriées;
- Imprimer et éditer différentes publications aux fins d'information et de promotion concernant les activités, les buts et les objectifs de l'organisme.

MENTION DES ELUS

Souignons la disponibilité et le dévouement de Fleurette Cardinal, Réal Brais, Roxanne Bourgeois, Nancy Mikula, François Dumont, Angèle Fortin, Michel Dumas, Violette Morin qui ont siégé au Conseil d'administration toute l'année. Souignons aussi la participation de Daniel Marcil pour quelques rencontres, puis Fanny Girard qui a comblé le poste qu'il a laissé vacant.

Les membres du Conseil d'administration, tout au long de l'année, ont vu à;

- La réalisation des mandats donnés par les membres lors de l'AGA 2013;
- Le bon fonctionnement du groupe en regard de la vie associative;
- La participation du Comité aux actions organisées par le FRAPRU et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics;
- La planification et la gestion financière du Comité.

La contribution, la disponibilité et le dévouement de ces personnes méritent notre reconnaissance.

Fleurette Cardinal, François Dumont et Réal Brais ont, en plus, siégé au Conseil d'administration de SOLIDES, un organisme à but non lucratif (OBNL) apparenté au Comité logement Rive-Sud.

RESSOURCES HUMAINES

Voici donc comment sont distribuées les tâches de l'équipe de travail;

François Giguère (direction générale, représentations politiques, finances et développement de l'organisme) voit à ce que les membres du personnel œuvrent à l'atteinte des buts et objectifs déterminés par le Conseil d'administration. François occupe aussi la fonction de directeur général de la Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES).

Carol-Ann Rivest, embauchée à l'automne 2012, occupe le poste de Coordinatrice au développement. À ce titre, elle est responsable des projets de développement de logements sociaux réalisés par le Comité logement Rive-Sud. Elle coordonne donc le travail de l'équipe de développement, voit à la rédaction des cahiers de formation, effectue des représentations auprès d'organismes et d'élus afin de faire progresser des projets de logements sociaux.

Alain Beaulieu et Mathieu Lacombe sont Chargés de projet. À ce titre, ils travaillent à plusieurs aspects de la réalisation de projets de logements sociaux.

Simon Dumais a occupé jusqu'en janvier 2014 le poste de Coordinateur à la défense des droits et à la mobilisation. À ce titre, Simon a vu principalement à l'organisation du travail de défense des droits des locataires et à la mobilisation.

Stéphane Moreau et Marco Monzon sont Organiseurs communautaires. Ils œuvrent à la défense des droits des locataires, à la formation des militants, au développement de notre réseau, à la mobilisation, etc.

BILAN D'ACTIVITES

Le Comité logement Rive-Sud organise son travail de deux façons et selon un certain nombre d'axes principaux.

Premièrement, en assemblée générale annuelle l'ensemble des membres se prononce sur la mobilisation, la défense et la promotion des droits des locataires, le développement de logements sociaux, les revendications locales de même que la vie associative et démocratique propre à notre organisation. Les orientations sont déterminées lors de l'Assemblée générale annuelle.

En plus de ces sujets, les membres du Conseil d'administration et la direction voient les questions de formation, de soutien aux OBNL d'habitation existants, aux représentations auprès des élus et des organismes ainsi que de la gestion des finances et du personnel. Les grandes lignes sont déterminées lors des rencontres du Conseil d'administration.

Dans les deux cas, ces orientations, et la façon dont elles seront réalisées, doivent se retrouver dans un plan de travail pour l'année en cours. Un des premiers éléments du présent bilan est la constatation que l'arrimage entre toutes ces composantes est quelquefois déficient. Voyons comment le Comité logement Rive-Sud a réussi à réaliser les objectifs et les projets qu'il s'était donnés pour l'année 2013-2014.

A. MOBILISATION

- **Pourquoi nous mobilisons-nous?**

Pour obtenir des réponses positives à nos demandes... évidemment. Le seul fait de mentionner les problèmes de logement des locataires de la Rive-Sud, d'en discuter avec les élus, de faire des documents et des conférences de presse n'est pas suffisant pour obtenir gain de cause dans la vaste majorité des cas. Ces moyens sont utiles. Ils permettent de sensibiliser et d'éduquer. Quelquefois, certains élus sont facilement convaincus. Toutefois, la majorité du temps, il faut démontrer notre détermination et notre mobilisation.

De plus, notre mobilisation est une façon pour nos membres de participer au débat public en s'appuyant sur la force du nombre. Sans cela, leurs voix et leurs opinions ne seraient pas entendues par les décideurs.

- **Quels objectifs avons-nous avec la mobilisation?**

Nos objectifs peuvent être regroupés en quatre groupes;

- Améliorer les politiques du gouvernement fédéral en regard des questions de logements sociaux (réinvestissement dans le développement de logements sociaux et prolongation des conventions d'exploitation pour les ensembles dont les ententes se terminent);
- Améliorer les politiques du gouvernement du Québec en regard des questions relatives aux logements sociaux (investissement plus prononcé dans le développement de logements sociaux, équité interrégionale et amélioration du programme AccèsLogis, inclusion du droit au logement dans la charte des droits, adoption d'une politique d'habitation);
- Obtenir des municipalités des engagements en faveur du développement de logements sociaux sur leur territoire (engagements envers des projets spécifiques, constitution de réserves foncières et adoption de règlements d'inclusion);
- Exprimer un point de vue défendant les intérêts des personnes à faible revenu dans les enjeux de tarification des services publics et de lutte à la pauvreté (augmentation de tarifs d'Hydro-Québec et coupures à l'aide sociale).

Plus généralement, la mobilisation permet à des personnes, dont le point de vue est rarement entendu, de participer au débat public. Elle permet à nos membres, aux personnes interpellées par notre mission et plus généralement aux personnes à faible revenu, de collectiviser leurs expériences, de mettre en communs leurs forces

et de créer des solidarités. C'est par la force du groupe que les membres du CLRS peuvent interpeller les décideurs et leur dire comment les décisions qu'ils prennent ont un impact sur les vies des personnes appauvries. Cet objectif est transversal puisqu'il influence l'ensemble de nos actions.

- **En Assemblée générale annuelle nous avons voté...**

- ✓ *que le Comité logement Rive-Sud poursuive le travail de mobilisation et de sensibilisation sur l'enjeu des fins de convention des projets de logements sociaux fédéraux et ce principalement auprès des locataires des projets concernés.*
- ✓ *de participer à la manifestation nationale du 27 novembre à Ottawa, organisée par le FRAPRU, visant à souligner le 20e anniversaire du retrait du gouvernement fédéral du financement du logement social et afin de réclamer de nouveaux investissements en logement social et le maintien de l'aide aux locataires des projets de logements sociaux fédéraux.*
- ✓ *que, pour promouvoir notre revendication de 50 000 logements sociaux en 5 ans, nous transmettions le rapport de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement aux députés provinciaux de notre territoire et que nous réclamions;*
 - *L'adoption d'une politique globale en habitation;*
 - *La reconnaissance du droit au logement dans la Charte québécoise des droits et libertés;*
 - *Un appui à nos démarches pour faire reconnaître le manque d'équité dans la distribution du nombre de logements sociaux existants et la nécessité de corriger la situation pour l'ajout de 2 500 nouveaux logements sociaux en Montérégie, dont 1 700 sur la Rive-Sud de Montréal.*
- ✓ *de mandater le conseil d'administration et l'équipe de travail pour trouver des moyens et développer des pratiques afin que les membres des C.A. provisoires et les requérants de logements de nos différents projets de développement de logements sociaux s'impliquent dans les activités d'information et dans les actions collectives mises de l'avant par le Comité.*
- ✓ *de participer aux actions régionales (décembre 2013 ou janvier 2014) visant le gouvernement du Québec dans le cadre de la préparation du budget 2014-2015 et à la grande manifestation nationale de février 2014 à Montréal.*
- ✓ *de participer à la manifestation et de distribuer le matériel d'information au sujet de la hausse des tarifs d'Hydro-Québec et de participer aux mobilisations contre les coupures à l'aide sociale.*

- **Comment cela s'est articulé dans le plan de travail?**

Ces différentes décisions se sont retrouvées à plusieurs endroits dans le plan de travail. En fait, en raison de la nature des enjeux, nous les retrouvons souvent ailleurs que dans la mobilisation. Nous en verrons quelques-unes ici et d'autres plus loin.

Le plan de travail incluait donc;

- ***50 000 logements sociaux***

L'objectif était de tout mettre en œuvre pour que nous puissions obtenir gain de cause dans notre revendication (50 000 logements en 5 ans), incluant 1 700 unités de rattrapage pour la Rive-Sud.

Les moyens à utiliser étaient; actions créatives, de pression; dérangeantes et d'occupation de bureau avec les membres du Comité tout cela selon les besoins et nos propositions votées au FRAPRU; Manifestation nationale à Montréal; Semaine d'actions (occupation de terrains).

- ***Luttes sociales***

L'objectif était de contrer les hausses de tarifs d'Hydro-Québec du 1er janvier 2014.

Les moyens utilisés étaient : Diffusion du matériel produit par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation; une participation à la manifestation nationale le samedi 28 septembre; la campagne de lutte sur les alternatives fiscales; et la participation à une ou des actions dérangeantes

- ***Les fins de conventions des projets de logements fédéraux***

À ce sujet, nous avons identifié quatre objectifs à atteindre; Sensibiliser les locataires de ces projets; la distribution de l'information; la mobilisation de 60 personnes (locataires des projets et des membres du CLRS); et d'actions créatives de pression.

Et pour cela, nous avons autant de moyens à mettre en place; l'organisation d'une soirée d'information autour des fins de conventions OU une soirée de solidarité autour des projets de logements sociaux; la diffusion de cette information directement aux locataires de ces projets; la participation à une manifestation nationale à Ottawa avec les groupes participants du FRAPRU; et mobiliser les locataires et les membres pour faire avancer le dossier des fins de conventions.

- **Objectifs atteints et à atteindre**

En ce qui concerne les fins de conventions des logements sociaux fédéraux, nous avons été très mobilisés pour la manifestation du 11 mai à Québec. C'est encore une fois avec enthousiasme que nos membres y prenaient part. Nous avons aussi

utilisé le matériel d'information et d'éducation que le FRAPRU a mis à notre disposition. Nous devons admettre que nos efforts pour sensibiliser les locataires visés par cette situation ont eu des résultats en termes de sensibilisation, mais que nous n'avons pas réussi à les mobiliser.

«Mon moment fort de l'année ? C'est sans contredit l'élection provinciale. Malgré plusieurs contraintes (...) le Comité a bien riposté. On a vraiment bien contribué à faire entendre nos revendications. Ce fut stressant pour la préparation et l'exécution des actions mais cela a donné des résultats satisfaisants.» - Stéphane Moreau, organisateur communautaire

L'idée d'une soirée de solidarité a été abandonnée puisqu'elle demandait trop d'efforts pour les retombées escomptées.

Avec 33 membres présents, le Comité logement Rive-Sud a probablement été un des plus importants groupes participants lors de la manifestation du 27 novembre à Ottawa. Cette

manifestation visait à souligner le 20^e anniversaire du retrait du gouvernement canadien du développement de nouveaux logements sociaux.

En ce qui concerne la démarche que nous avons adoptée en AGA pour promouvoir la demande de 50 000 logements sociaux, nous avons effectivement rencontré un député en la personne d'Alain Thérien, député de Sanguinet, adjoint ministériel au Ministre des finances impliqué de près dans la préparation du budget. Le rapport de la Commission populaire itinérante lui a été remis, notre demande d'inscrire le droit au logement dans la charte des droits lui a été expliquée ainsi que le besoin d'une politique globale en habitation. D'autant plus que nous avons parlé pendant près d'une heure du manque de logements sociaux et de la nécessité d'un plan de 50 000 logements sociaux incluant un volet de rattrapage pour la Rive-Sud de Montréal.

Le Comité logement Rive-Sud n'a pas fait de travail pour impliquer davantage dans la mobilisation les membres des C.A. provisoires des projets en développement. Il faut dire que cette année peu de groupes s'y prêtaient sauf Les Habitations la Petite Prairie dont les membres sont déjà très actifs dans notre mobilisation.

Dans le cadre de la préparation du budget du Québec, nous avons manqué l'action organisée par le FRAPRU le 11 décembre, et ce, en raison d'un conflit d'horaire. Nous nous sommes cependant repris deux fois plutôt qu'une. Ainsi, nous avons travaillé fort à influencer le budget du gouvernement du Québec alors que le Ministre Marceau y travaillait. Nous avons aussi mis plus que notre grain de sel pendant la campagne électorale qui a suivi en interpellant les chefs des différents partis politiques lors de trois actions, dont une à Verdun, une seconde devant TVA et une dernière à La Prairie. Nous avons aussi organisé à Brossard l'action la plus courue

de la campagne du FRAPRU en vue de la préparation du budget du nouveau gouvernement.

En ce qui concerne nos mandats d'AGA, nous avons effectué un excellent travail de formation, d'éducation et de mobilisation sur la question des hausses de tarifs d'Hydro-Québec. Deux assemblées générales ont donné l'occasion d'analyser le sujet, de même que d'autres choix tarifaires du gouvernement, et notre participation à la marche de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics a été remarquable. De plus, c'est notre propre vice-président Réal Brais, qui a fait un des discours les plus déterminés sur la question. Il a réussi à clairement expliquer, devant la foule, quel est l'impact d'une telle hausse sur les ménages à faible revenu.

Finalement, nous avons été un des rares organismes qui a mobilisé ses membres (les 11, 15 et 27 avril) en appui aux organisations de défense des personnes assistées sociales lors des réductions de prestations décidées par la Ministre Agnès Maltais au printemps 2013.

Nous n'avons pas atteint tous nos objectifs, certes. Par contre, nous avons réussi à maintenir le budget du programme AccèsLogis malgré l'austérité persistante qui afflige les budgets gouvernementaux, nous avons obtenu des engagements de la part des deux principaux partis politiques québécois en ce sens, nous avons contribué à maintenir sur la place publique la question de la tarification des services, et nous avons obtenu des gains mineurs au sujet des fins de conventions des logements fédéraux. À ce dernier sujet, nous nous sommes faits de nombreux alliés partout au Canada que ce soit chez les premières nations, à la Fédération canadienne des municipalités ou parmi les élus du NPD. Tout un progrès alors qu'il y a quelques années à peine nous apportions ce débat pour la première fois dans notre regroupement.

Surtout, n'oublions pas que nos militants sont engagés dans ces combats et qu'ils sont des agents de changement social que ce soit lorsqu'ils se mobilisent avec nous ou lorsqu'ils parlent de ces enjeux dans leurs propres réseaux.

«Bien qu'imparfaite la manifestation devant le bureau de comté de Gaétan Barrette est importante. C'est la première manifestation publique du CLRS à Brossard avec un super concept (...).» - Mathieu Lacombe, chargé de projets

Mobilisations auxquelles a participé le Comité logement	
2013-04-11	Manifestation contre les coupures à l'aide sociale.
2013-04-15	Occupation du bureau de Daniel Breton (PQ) pour dénoncer les coupures à l'aide sociale
2013-04-27	Manifestation contre les coupures à l'aide sociale et la réforme de l'assurance emploi
2013-05-11	Manifestation du FRAPRU dans le cadre de la campagne « sauvons nos logements sociaux » à Québec.
2013-06-04	Dévoilement du documentaire et du rapport de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement.
2013-09-28	Manifestation contre les hausses des tarifs d'Hydro-Québec.
2013-10-01	Marche Centraide
2013-10-02	Marche contre la pauvreté de St-Hubert
2013-10-18	Nuit des sans-abris de La Prairie
2013-10-18	Nuit des sans-abris de Longueuil
2013-10-23	Manifestation dans le cadre des élections municipales de Longueuil.
2013-11-14	35e anniversaire du FRAPRU
2013-11-27	Manifestation dans le cadre de la campagne « sauvons nos logements sociaux » à Ottawa.
2014-02-09	Manifestation pour 50 000 logements sociaux en 5 ans à Montréal
2014-02-20	Manifestation du FRAPRU devant le Congrès biennal du PLC à Montréal dans le cadre de la campagne « sauvons nos logements sociaux ».
2014-03-06	Action tintamarre dans le cadre de la campagne électorale provinciale 2014 Verdun
2014-03-24	Action tintamarre dans le cadre de la campagne électorale provinciale 2014 La Prairie
2014-03-27	Action tintamarre lors du débat des chefs devant les bureaux de TVA dans le cadre de la campagne électorale provinciale 2014.

Lieux de rencontre pour mobiliser et informer	
2013-04-16	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-04-23	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-05-07	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-05-10	Préparation des lunchs pour la manifestation du 11 mai.
2013-05-14	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-05-28	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-05-28	Présence au Repas du passant
2013-06-04	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-09-12	Préparation des lunchs pour la manifestation du 28 septembre.
2013-09-17	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-09-27	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-10-04	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-10-31	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-11-19	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-11-19	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-11-20	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-11-21	Visite d'un OSBL d'habitation avec sympathisants
2013-11-21	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-11-21	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-11-26	Préparation des lunchs pour la manifestation du 27 novembre à Ottawa
2013-11-26	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-12-03	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2013-12-10	Présence au dîner communautaire de la Rencontre Châteauguoise
2014-01-14	Visite d'un OSBL d'habitation avec sympathisants
2014-01-21	Présence au Repas du passant
2014-01-28	Visite d'un OSBL d'habitation avec sympathisants
2014-02-04	Distribution de tract pour la manifestation du 27 novembre dans le cadre de la campagne « sauvons nos logements sociaux ».
2014-02-17	Distribution de tract pour la manifestation du 27 novembre dans le cadre de la campagne « sauvons nos logements sociaux ».
2014-03-11	Distribution de dépliants dans le cadre de la campagne « sauvons nos
2014-03-25	Visite d'un OSBL d'habitation avec sympathisants

B. DÉFENSE DES DROITS

- **Pourquoi sommes-nous impliqués dans la défense des droits des locataires?**

Le Comité logement Rive-Sud ne fait de la défense des droits des locataires que depuis quelques années. Avant le milieu des années 2000, nous nous contentions de distribuer des dépliants dans les environs de Châteauguay et de répondre aux questions des locataires. Nous sommes un des derniers, sinon le dernier, Comité logement à avoir intégré cette fonction dans sa pratique.

Pourquoi? Parce que pendant longtemps nous n'avions pas les ressources pour nous attaquer à un aussi grand défi. Mais aussi parce que nous ne voyions la défense de droits que sous son angle individuel et que nous ne lui accordions que peu de potentiel de changement social durable.

Depuis, nous avons appris et nous avons développé des façons de faire qui outillent les locataires afin qu'ils soient mieux à même de faire face aux difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs droits. Nous avons aussi cherché des façons de faire ces interventions auprès des locataires dans un contexte le plus collectif possible afin qu'il y ait des partages d'expériences et moins d'isolement des personnes. Nous cherchons constamment à faire réaliser aux locataires qu'il existe des solutions collectives aux problèmes qu'ils vivent individuellement. Nous parlons des solutions que proposent le CLRS et le FRAPRU et nous les invitons à participer à notre mobilisation.

- **Quels objectifs poursuivons-nous avec cette approche?**

1. Que les locataires soient outillés (en connaissant leurs droits, les règlements, les procédures et le fonctionnement de la Régie du logement) afin qu'ils soient capables d'exercer cet aspect de leur citoyenneté qu'est le recours à un tribunal administratif;
2. Que les locataires obtiennent justice, que leur droit à un logement de qualité et pour lequel les termes du bail et la loi sont respectés;
3. Que le droit au maintien dans les lieux soit respecté;
4. Que les participants aux activités de formation aient apprécié le processus et désirent poursuivre la démarche ou s'impliquer autrement dans la société.

- **En assemblée générale nous avons voté...**

- ✓ *que soient organisées des activités de formation collective sur les droits des locataires, que ces activités soient offertes dans le plus grand nombre de lieux possibles (organismes communautaires, commissions scolaires, assemblées de cuisine, les mercredi communautaire de Saint-Willibrord et immeubles multilogements) quel que soit le nombre de participants et qu'une attention soit portée pour rejoindre les jeunes locataires dans ces activités;*
- ✓ *de réduire de 30 000 à 25 000 l'objectif de diffusion du dépliant contre les hausses de loyers et d'établir des scénarios de distribution qui feront en sorte que tous les secteurs seront couverts en rotation sur une période de 2 ans;*
- ✓ *que la distribution des dépliants, dans le cadre de notre campagne contre la hausse des loyers, débute au mois de décembre.*
- ✓ *que l'équipe de travail et le conseil d'administration tiennent deux journées de réflexion au début de l'automne 2013 visant à;*
 - *(...)*
 - *évaluer le service individuel de défense de droits (évaluer le type de demandes les plus fréquentes, l'impact de l'augmentation des demandes d'information, et qu'ils s'interrogent aussi sur comment notre organisation utilise le service d'information pour passer « de l'intervention individuelle à l'action collective);*
 - *(...).*
- ✓ *que les membres de l'équipe de travail amassent les commentaires et critiques des locataires qui font appel à nos services d'information pour documenter l'application du Code du logement par les différentes municipalités (Roussillon et Longueuil).*

- **Comment ça s'est articulé dans le plan de travail?**

Campagne sur les droits des locataires

Nous avons dans notre plan de travail l'objectif d'informer et de sensibiliser les locataires, les membres et les participants sur le droit au logement.

Les deux moyens retenus ont été des « formations données selon la demande de la part des organismes de Roussillon et de l'agglomération de Longueuil concernant (la recherche de logement, la discrimination, la reprise, l'insalubrité, les hausses de loyer, etc.) » et la « distribution de 25 000 dépliants dans les villes du Roussillon et de l'agglomération de Longueuil. »

Essentiellement, notre plan de travail a été conforme aux trois premières résolutions adoptées lors de l'AGA dans la rubrique « défense des droits ».

Il y avait aussi, dans le plan de travail (sous la rubrique « mobilisation nationale »), un axe supplémentaire. Ce dernier intitulé « promotion des droits des locataires » incluait les quatre objectifs suivants;

- Remise du rapport de la Commission populaire itinérante pour le droit au logement
- Obtention d'une politique nationale en habitation
- Reconnaissance du droit au logement dans la Charte
- Renforcement de la portée juridique de la Charte

- **Les objectifs atteints et à atteindre**

Clairement, nous avons atteint notre objectif en termes d'activités collectives de formation sur les droits des locataires. Le tableau présenté ici le démontre;

Plusieurs organismes planifient des séances d'information sur le logement en apprenant que le CLRS existe. Ces séances d'information se font parfois dans le cadre des activités régulières des organismes (lors des cours donnés à l'ENVOL par exemple). Plusieurs locataires assistent à ces séances. Ainsi, nous sommes de plus en plus

sollicités par différents organismes afin que nous dispensions ces formations. Ce qui demeure difficile c'est de rejoindre des locataires qui ne sont pas impliqués ou réseautés. Les quelques fois où nous avons procédé à de la publicité pour annoncer de telles formations, très peu de personnes se sont présentées.

«Ce que j'ai trouvé super avec l'application du protocole cette année c'est la dynamique et la complicité qui s'est développée entre les intervenants présents. Chacun connaît parfaitement son rôle et ensemble nous parlons d'une seule voix.» – Stéphane Moreau, organisateur communautaire

La distribution du dépliant expliquant aux locataires quels sont leurs droits continue d'être un succès et les ajustements que nous avons apportés l'an dernier lors de l'AGA y ont

contribué. Cela dit, cette distribution, notre réputation qui fait tache d'huile et les nombreuses références ont fait en sorte de générer de nombreux appels. En voici le résumé à la page suivante;

Répartition des demandes en défenses des droits par ville et moyens de communication

Municipalité	Appels	Courriels	Rencontres	Visites	Total
Beauharnois	4				4
Boucherville	5				5
Brossard	31		2		33
Candiac	9	1			10
Châteauguay	143	9	13	9	174
Delson	12	1			13
Granby	2				2
Greenfield Park	12	2	3		17
La Prairie	21	2	1		24
LaSalle	2		1		3
LeMoyne	4		1	3	8
Léry	3	3		1	7
Longueuil	194	6	21	10	231
Maple Grove		1			1
Marie Ville	1				1
Mercier	6		2	2	10
Mont Laurier	2	1			3
Montréal	3				3
Napierville	1				1
Saint-Antoine-Abbé	1				1
Saint-Constant	17	2	3	1	23
Saint-Hubert	9		1		10
Saint-Isidore	2				2
Saint-Jean-sur-Richelieu	12		1		13
Saint-Lambert	8	5	2	1	16
Saint-Philippe	3				3
Saint-Rémi	13		1	1	15
Sainte-Catherine	31	5	3	5	44
Saint-Hyacinthe	1				1
Sainte Martine	4				4
Venise en Québec	2				2
Total	558	38	55	33	684

Un des résultats les plus tangibles de notre travail de défense des droits, mais le moins visible publiquement, est l'application du protocole d'entente de collaboration avec le CSSS Jardins-Roussillon en regard des situations d'insalubrité de logements. Au cours de sa troisième année d'application, c'est plus de 10 ménages locataires du Roussillon auprès desquels ont œuvré les intervenants du CSSS et du Comité logement Rive-Sud.

Dû aux mauvaises conditions d'habitation, cinq ménages locataires ont reçu de l'aide afin de quitter leur logement et d'être relocalisés. L'équipe d'intervention a également permis à trois ménages menacés d'expulsion de conserver leur logement et de recevoir l'aide requise. Dans trois cas, des mises aux normes ont été faites par les propriétaires. Et, dans tous les cas, un accompagnement dans leurs démarches a été assuré par les membres de l'équipe. Cette année, ce sont 16 adultes et 6 enfants vivant dans des conditions d'insalubrité extrêmes qui ont été assistés afin d'améliorer leur sort.

Protocole de collaboration avec le CSSS				
Ville	Problématique	# de personnes	Visites / Rencontres	Conclusions
Châteauguay	Insalubrité morbide / menacée d'expulsion. Signalement par propriétaire	1 adulte	4	Conserve son logement + mis aux normes par proprio + aide pour ménage
Châteauguay	Insalubrité morbide / menacée d'expulsion. Signalement par propriétaire	1 adulte	2	Conserve son logement + aide du CLSC pour hygiène
Châteauguay	Insalubrité morbide/ menacée d'expulsion. Signalement par propriétaire et services municipaux	1 adulte	5	Conserve son logement + suivi CSSS
Hemmingford	Insalubrité / impropre à l'habitation. Signalement par locataire et les services municipaux	2 adultes 2 enfants	2	Mis aux normes par le proprio
Léry	Insalubrité / Négligence extrême de l'hygiène du logement. Signalement par professionnels de la santé	2 adultes	2	Relocalisés
Sainte-Catherine	Insalubrité / Humidité, moisissures. Signalement par professionnels de la santé	2 adultes	4	Relocalisés
Sainte-Catherine	Insalubrité / Humidité moisissures. Signalement par le locataire lui-même	1 adulte	2	Refuse d'être relocalisé
Saint-Michel	Insalubrité / Humidité moisissures Signalement par professionnels de la santé	1 adulte 2 enfants	2	Relocalisés
Saint-Rémi	Insalubrité / Humidité moisissures. Signalement par locataire	2 adultes	2	Relocalisés
Sherrington	Insalubrité / Réparations majeures. Signalement par professionnels de la santé	3 adultes 2 enfants	2	Relocalisés

Ce protocole, une idée du Comité logement Rive-Sud pour laquelle nous avons longtemps bataillé, est maintenant envié par de nombreux organismes communautaires et organisateurs communautaires du réseau de la santé et des services sociaux.

Les deux journées de réflexion du Conseil d'administration et de l'équipe de travail ont été un succès. La question de l'arrimage entre la défense de droits et l'action collective a été discutée dans l'atelier poétiquement intitulé « atelier 4 ». Voici un très court résumé des consensus qui s'y sont développés;

- Il y fut proposé que le CLRS se crée un « KIT » à remettre aux locataires que nous rencontrons. Celui-ci serait une façon de présenter le CLRS et d'informer sur nos activités à venir;
- Il a été souligné qu'il est important que l'équipe de travail assure une présence sur le terrain. Il s'agit de la façon la plus efficace de recruter de nouveaux membres. C'est un moyen de créer des liens et les gens se souviennent de la personne qui les a approchés. Nous avons tendance à faire passer les autres éléments de notre travail avant la présence sur le terrain;
- Il a été suggéré d'utiliser l'outil d'appel entrant pour noter les locataires qui sont intéressés par le CLRS;
- Il était clair pour tout le monde qu'il faudra embaucher un nouvel employé à la DDM puisque l'équipe ne suffit pas à répondre à la demande. Il est possible de faire appel à des stagiaires en droit.

Malheureusement, le projet de colliger de l'information provenant des locataires au sujet des difficultés rencontrées avec l'application du code du logement à Longueuil et à Châteauguay n'a pas été réalisé. Nous savons cependant que les locataires qui ont contacté les services municipaux de la Ville de Châteauguay sont très satisfaits de la façon dont le règlement est appliqué... et l'inspecteur municipal est très heureux de disposer de ce nouvel outil de travail.

Finalement, il y a peu de choses à souligner au sujet de la « Promotion des droits des locataires » dont nous n'avons pas parlé lors de l'AGA, mais qui avait trouvé sa place dans le plan de travail. Comme mentionné plus tôt, nous avons interpellé le député de Sanguinet, nous lui avons remis le rapport de la CPI, abordé l'introduction du droit au logement dans la charte des droits et parler de politique d'habitation, mais ce fut l'essentiel de nos efforts en ce sens. En ces temps de reculs sociaux et d'austérité budgétaire, il y a des progrès difficiles à envisager.

Activités de formation collective

Événement /Lieu		Sujet	Participants
Avril			
2013-04-04	Comité logement Rive-Sud à Châteauguay	Hausses de loyer	4
2013-04-08	Mercredi communautaire, école Trois-Sources	Information générale	20
2013-04-16	Rencontre Châteaugoïse	Le bail	30
Mai			
2013-05-07	Maison de la famille LeMoynes	Fin des conventions	7
2013-05-08	Comité logement Rive-Sud, Châteauguay	Fin des conventions	4
2013-05-16	Carrefour Mousseau	Droits des locataires	10
2013-05-22	Avant-Garde La Prairie	Droits des locataires	
Septembre			
2013-09-11	Maison de la famille le Cavalier	Code du logement	45
Octobre			
2013-10-02	Mercredi communautaire, école St-Willibrord	Information générale	20
2013-10-18	Nuit des Sans-Abris, LaPrairie	Information générale	15
2013-10-25	Au second Lieu	Droits des locataires	30
2013-10-29	Rencontre Châteaugoïse	Punaises de lit	20
Novembre			
2013-11-03	Mercredi communautaire, école Centennial Park	Information générale	30
2013-11-07	Maison le Tremplin	Droits des locataires	6
2013-11-28	Carrefour Mousseau	Droits des locataires	15
Décembre			
2013-12-03	CLSC Saint-Hubert	Présentation du Comité logement	20
2013-12-04	Mercredi communautaire St-Willibrord	Information générale	20
Janvier			
2014-01-16	Carrefour Jeunesse emploi St-Rémi	Le bail et les hausses de loyer	6
2014-01-29	Macadam Sud		30
Février			
2014-02-05	Mercredi communautaire, école St-Jude	Information générale	25
2014-02-12	Carrefour Jeunesse emploi Châteauguay	Droits des locataires et les hausses de loyer	12
2014-02-24	Centre des aînées de Longueuil	Droits des locataires	10
Mars			
2014-03-18	L'envol	Droits des locataires	25
2014-08-19	L'envol	Droits des locataires	25

C. DÉVELOPPEMENT DE LOGEMENTS SOCIAUX

- **Pourquoi le Comité logement est-il si actif dans le domaine du développement de logements sociaux?**

Premièrement, il faut se rappeler que le développement de logements sociaux pour répondre aux besoins de logements de qualité et abordables pour des ménages à faible revenu est le point de départ de notre organisation. Ensuite, force est de constater que les endroits où des logements sociaux ont été réalisés sont les endroits où il y avait une locomotive pour tirer les wagons. Pourquoi y a-t-il autant de logements sociaux à Châteauguay (23 % du parc locatif) et si peu dans l'est du Roussillon? Parce que ça fait 35 ans que notre locomotive tire à Châteauguay et moins de 10 ans ailleurs. La même chose pourrait être dite en comparant des quartiers montréalais ou d'autres villes de banlieues.

On pourrait aussi dire que c'est parce que nous ne sommes jamais aussi bien servis que par soi-même. Nous pourrions laisser à d'autres le soin de développer des projets de logements sociaux dans les villes où nos représentations auraient convaincu les élus. Ce serait plus simple. Beaucoup plus simple. Nous serions alors condamnés à faire comme tous les autres comités logements que nous connaissons qui se plaignent que le Groupe de ressources techniques embauché ne respecte pas la finalité du projet, sa mission, les locataires, etc.

Nous avons également développé une culture d'organisation autour du développement de logements sociaux. Nous avons une approche qui s'inspire beaucoup de la prise en charge par les locataires de leurs projets de logements sociaux. Nous insistons sur la formation, l'implication, la mise en valeur du potentiel des locataires. Cette façon de faire, qui n'est qu'un vague souvenir pour certains Groupe de ressources techniques (GRT), est au cœur de notre façon de développer du logement social. Nous estimons qu'elle est porteuse de transformations sociales et, en cela, notre façon de faire du développement de logements sociaux est cohérente avec notre mission et le fait que nous soyons un organisme d'action communautaire autonome qui fait de l'éducation populaire.

- **Quels objectifs poursuivons-nous avec ce volet?**

1. Identifier des besoins de logements sociaux et travailler à définir des projets qui répondent à ces besoins;
2. Créer des projets de logements sociaux dans lesquels les locataires ont un logement de qualité à un coût abordable et dans lesquels leurs droits sont respectés;

3. Développer le plus grand nombre de projets de logements sociaux dans autant de municipalités que possible, particulièrement là où les besoins sont les plus criants;
4. Assurer la prise en charge du processus de développement de ces projets de logements sociaux par des locataires intéressés à y habiter de même que par des personnes issues des communautés désireuses de s'impliquer pour le droit au logement;
5. Favoriser le transfert des connaissances et le réseautage avec la Fédération des OSBL d'habitation de la Montérégie afin d'assurer la pérennité de projets réalisés.

- **En assemblée générale nous avons voté...**

- ✓ *d'intervenir auprès des locataires de l'immeuble acquis par SOLIDES à Greenfield Park afin de mettre en place un OSBL d'habitation dont ils et elles auraient le contrôle et qui présenterait un projet de logement social dans le cadre du programme Accès logis et ce, dans les meilleurs délais.*
- ✓ *de travailler sur des documents informatifs relatant la vie des locataires des projets d'achat-rénovation en vue de les utiliser comme source d'information pour nos futurs projets.*
- ✓ *de poursuivre nos démarches auprès de la municipalité de Sainte-Martine visant la réalisation d'un projet en construction neuve à Sainte-Martine, idéalement en collaboration avec les Habitations de la Vallée des Tisserands.*
- ✓ *de poursuivre les démarches en cours pour le développement de projets de logements sociaux partout sur la Rive-Sud et d'en initier de nouveaux.*
- ✓ *de poursuivre le développement de logements sociaux à Sainte-Catherine (phase 2) en recontactant le CA, ainsi que dans les villes suivantes : Candiac (TOD), Longueuil et La Prairie.*

- **Comment cela s'est-il traduit dans le plan de travail et quels objectifs avons-nous atteints?**

Le plan de travail en développement de logements sociaux est divisé en deux volets; les projets en cours et la prospection. Puisqu'au total l'équipe de développement a travaillé sur plus d'une dizaine de projets et qu'il serait laborieux de tous les étudier, le présent bilan se concentrera surtout sur les projets en cours incluant un des projets qui est à l'étape de la prospection. Les membres doivent toutefois être assurés que les mandats découlant des quatrième et cinquième résolutions adoptées sur la question du développement de logements sociaux ont été l'objet de beaucoup d'efforts et de démarches, particulièrement de la part de la coordonnatrice au développement. Plusieurs projets sont en gestation.

Considérant le grand nombre de projets, afin d'éviter aux lecteurs des allers-retours trop fréquents, les objectifs, moyens et objectifs atteints sont présentés par projet pour cette rubrique.

Habitations La Gaillarde

Dans ce projet, l'objectif assez simple était de le compléter. Les moyens étaient de terminer le suivi du chantier; effectuer le transfert à la Fédération des OSBL d'habitation de la Montérégie et louer les logements pour personnes âgées en légère perte d'autonomie.

Résultats atteints : Mission accomplie, ce projet est terminé et selon l'échéancier prévu. Remarquons que cela fut fait en dépit d'une grève dans le secteur de la construction qui a empêché la prise de possession et l'entrée des locataires le 1^{er} juillet 2013. Des sueurs froides pour nos employés qui se sont évertués à assurer que tous les locataires auraient un toit au dessus de la tête malgré les circonstances.

**«Moment mémorable, la livraison des bâtiments et le déménagement des locataires de La Gaillarde, le 19 juillet 2013, dans le contexte de la grève de la construction. Malgré ce contexte difficile, c'est l'un des plus beaux projets que nous ayons réalisé jusqu'à maintenant.» -
Alain Beaulieu, chargé de projets**

Mentionnons que la location des logements pour personnes âgées n'est pas terminée, mais ce fait résulte plutôt de certains choix de l'organisme. Les membres du Comité logement doivent être extrêmement fiers du travail que nous avons fait à Saint-Philippe. Nous y avons construit 36 logements sociaux dans une des rares municipalités qui n'en comptaient aucun. Le projet est superbe et le groupe que nous avons créé est dynamique.

Habitations Trilogis

Dans ce projet, le premier objectif était d'obtenir l'engagement conditionnel de la part de la Société d'habitation du Québec et le deuxième objectif était de débiter le chantier dans l'année en cours.

Les moyens pour y arriver étaient : réaliser l'évaluation environnementale; réaliser l'évaluation marchande des terrains; réaliser une demande d'aide financière (DAF) viable; régler la question du nombre d'unités disponibles et de la contribution financière supplémentaire; faire faire les plans du bâtiment; collaborer avec la Ville et la SHQ de façon étroite.

Résultats atteints : dans les jours qui ont suivi notre AGA en juin dernier, ce projet subissait un revers incroyable. Alors que nous avons franchi un grand nombre de difficultés et d'obstacles et qu'il ne restait essentiellement que le changement de zonage du terrain sur lequel serait construit le projet, le maire s'est « écrasé » devant l'opposition de quelques citoyens qui se seraient opposés à n'importe quoi en invoquant n'importe quel argument.

Heureusement, la coordonnatrice au développement a réalisé un coup de maître en trouvant en moins d'une semaine un terrain approprié, disposant du bon zonage et dont le prix correspondait au budget de l'organisme. Cela étant dit, la progression du dossier au cours de la dernière année a été laborieuse essentiellement en raison des difficultés avec la Société d'habitation du Québec. En contrepartie, la collaboration et le professionnalisme du personnel de la Ville de Saint-Constant a été un facteur facilitateur. Un net contraste de la situation avec le personnel antérieur.

À l'heure actuelle, l'engagement conditionnel est confirmé et le processus d'appel d'offres est en cours. Nous pouvons espérer que les 44 logements de ce projet seront loués dans un an.

Habitations La Petite Prairie

Pour ce projet qui nous tient à cœur depuis 10 ans, les objectifs étaient d'obtenir l'engagement conditionnel, de débiter le chantier et de procéder à la sélection des locataires.

Pour atteindre ces objectifs, il fallait faire le suivi auprès de la SHQ; réaliser l'appel d'offres pour un entrepreneur général qui ferait la rénovation de l'immeuble; effectuer un suivi rigoureux auprès de la SHQ et suivre les étapes au plan détaillé.

Résultats atteints : Toutes ces étapes ont été réalisées et l'immeuble est présentement en rénovation. Pas moins de 600 000 \$ seront investis par les Habitations la Petite Prairie afin d'améliorer la condition de l'immeuble et la qualité de vie des locataires. À terme, ce seront de meilleurs logements et 8 des seize locataires bénéficieront d'un supplément au loyer.

Si toutes les étapes sont franchies, force est de constater que la lenteur administrative de la SHQ a été le principal obstacle que ce projet a rencontré à partir du jour où nous l'avons posté à Québec jusqu'à maintenant. Le travail patient du Conseil d'administration des Habitations la Petite Prairie et du chargé de projet, Mathieu Lacombe, ainsi que le fait que notre société acheteuse, SOLIDES, ait acquis l'immeuble afin de le garder disponible pour le projet ont été des éléments clés pour arriver au but.

La Re-Source

Le premier objectif pour ce projet de 8 unités de logements pour femmes victimes de violence conjugale était d'obtenir une réservation d'unités de la part de la SHQ. L'objectif suivant était d'obtenir l'engagement conditionnel.

Les moyens mis en place à ces fins ont été d'assurer le suivi du dossier auprès de la SHQ d'obtenir le changement de zonage; et de faire faire les plans détaillés par l'architecte.

Résultats atteints : Ce projet a été envoyé à la Société d'habitation du Québec il y a plus d'un an. Nous sommes sans nouvelles depuis cette date. Le manque d'unités disponibles est invoqué. Depuis l'an dernier, nous avons toutefois travaillé à obtenir le changement de zonage (qui fut obtenu malgré une certaine opposition de quelques citoyennes) et nous avons accompagné l'organisme qui a acquis le terrain puisqu'il en avait la capacité sans attendre l'autorisation de la SHQ. De plus, de nombreuses représentations politiques ont été effectuées auprès de différents élus municipaux et provinciaux afin d'obtenir des appuis au projet.

«L'été 2013 est un été de gestion de crises lors de la grève de la construction en lien avec la Gaillarde (relocalisation des locataires, entreposage, etc.). En plus, nous avons dû trouver un plan B rapidement pour Trilogis lorsque les élus de Saint-Constant nous ont laissé tomber.» - Carol-Ann Rivest, coordonnatrice au développement

L'envol

La construction de 7 unités de logements et de locaux communautaires de L'Envol est notre premier projet de logements sociaux à Longueuil. Comme pour La Re-Source, notre premier objectif était d'obtenir une réservation d'unités de la part de la SHQ. Nous voulions ensuite obtenir l'engagement conditionnel dès cette année.

Les moyens pour y arriver étaient de déposer le dossier complet auprès de la SHQ; d'obtenir une résolution d'appui de la Ville de Longueuil; de produire une DAF viable; de réaliser les tests de sols et de faire faire des plans détaillés par l'architecte.

Résultats atteints : Le projet a fait des pas, mais ce fut plus lent que prévu. La raison principale a été le fait que, comme partout ailleurs, avant de déposer un projet auprès de la SHQ il faut obtenir l'appui de la Ville de Longueuil et le processus y est plus long qu'ailleurs. En effet, alors que dans les autres villes de la Rive-Sud, la résolution municipale est votée lorsque les élus sont satisfaits dans grandes lignes du projet, à Longueuil nous devons procéder au dépôt du projet complet. C'est la « table de concertation sur le logement social » qui fait son rapport et ses recommandations aux

élus municipaux. De plus, ce projet nécessite un changement de zonage hors de l'ordinaire et la collaboration avec la Ville a nécessité de nombreux mois afin d'arriver à une solution. Finalement, un nouveau type de zonage sera créé spécifiquement pour ce projet soit le zonage « pôle communautaire ».

Présentement, le projet est viable, les plans sont prêts et le tout est déposé pour approbation à la table de concertation.

Greenfield Park

Notre « filiale immobilière » a acheté en 2012 un immeuble de 16 logements à Greenfield Park afin de faciliter la réalisation d'un premier projet de constitution d'un OSBL et rénovation avec le programme AccèsLogis. Ce projet aurait été pris en charge par les locataires. Les objectifs pour l'année 2013-2014 étaient d'obtenir la collaboration des locataires de l'immeuble acheté par SOLIDES; de déposer une demande de réservation d'unités à la SHQ; d'obtenir une réservation d'unités; et de réaliser des documents informatifs relatant la vie des locataires des projets d'achat-rénovation. Ces objectifs correspondent pour l'essentiel aux deux premières propositions adoptées sur la question du développement lors de notre AGA.

Les moyens étaient;

- Réaliser une étude des besoins
- Rencontrer les locataires et leur expliquer le programme AccèsLogis
- Obtenir une résolution de d'appui de la Ville de Longueuil
- Former un CA et incorporer le groupe au REQ
- Sélectionner un architecte et faire faire une estimation des coûts
- Réaliser une DAF viable, etc.
- Assurer un suivi serré du dossier auprès de la SHQ
- Documenter les rencontres avec les locataires
- Réaliser des entrevues avant et après rénovation
- Prendre des photos et/ou vidéos avant et après la rénovation

Résultats atteints : confronté à la réalité, ce projet a connu un changement d'orientation majeure. Dès les premiers mois, nous avons constaté que le climat entre les locataires ne se prêtait absolument pas à la création d'un organisme dirigé par ces derniers. Beaucoup de jugement envers les personnes à faible revenu, des conflits qui durent

depuis plus de 15 ans, de la méfiance et des accusations; bref, rien qui indique que nous aurions créé là un groupe avec une vie associative durable.

Le Conseil d'administration du Comité logement Rive-Sud et celui de SOLIDES ont donc convenu que cette dernière demeurerait propriétaire de l'immeuble et que ce serait elle qui présenterait un projet dans le cadre du programme AccèsLogis.

Il est clair que tout l'aspect de documentation des témoignages de la prise en charge et de l'implication des locataires a été mis au rencard. Une bonne idée que nous devons utiliser avec un autre projet.

Les choix de professionnels ont été faits, une liste de travaux, des plans, un budget, ont été complétés. Un accord de la majorité des locataires a été obtenu. Le projet sera étudié sous peu par la Table de concertation sur le logement social, comme le projet de L'Envol.

Habitations Vallée-des-Tisserands

Finalement, en lien avec la troisième proposition de notre AGA, l'équipe de développement a entamé le processus menant à la réalisation d'un projet en construction neuve à Sainte-Martine.

Le moyen pour y arriver était de réitérer notre intérêt à la construction d'un projet en construction neuve aux intéressés et de contacter le Conseil d'administration des habitations de la Vallée des Tisserands pour confirmer leur motivation à réaliser une phase III.

Résultats atteints : Le travail pour la réalisation d'un projet de logements sociaux à Sainte-Martine est encore dans les étapes préliminaires, mais il a progressé. Grâce à notre collaboration à titre de personne ressource lors de l'élaboration de la politique familiale de cette municipalité nous avons obtenu des orientations favorables au développement d'un tel projet (de même qu'à l'adoption d'un code du logement). Il y a donc une ouverture des élus.

Le Conseil d'administration des Habitations de la Vallée-des-Tisserands était moins convaincu principalement en raison d'une difficulté à louer certains logements. Notre collaboration avec une ressource pour familles à faibles revenus et notre travail sur le terrain ont au contraire démontré que de nombreux locataires ont besoin de logements abordables. Nous avons maintenant un mandat du C.A. des Habitations de la Vallée-des-Tisserands pour chercher des terrains et pour approcher le conseil municipal. Nous parlerons de ce projet dans les prochaines années.

- **Autres objectifs atteints**

Comme il a été mentionné plus tôt, beaucoup de travail est fait afin que d'autres projets de logements sociaux émergent sur la Rive-Sud. Alors que nous voyons partout des projets mis de l'avant par différents organismes, pour la plupart, de très gros projets avec peu d'implication des locataires, sinon pas du tout, il nous apparaît important de poursuivre le développement de projets de logements sociaux de type « volet 1 » et dans lesquels les locataires ont un rôle prépondérant.

Organisation du travail

Trois objectifs principaux ont été sélectionnés pour l'Organisation du travail. Tout d'abord, il a été décidé d'optimiser la transmission de l'information au sein de l'équipe.

Les moyens étaient;

- Réunion hebdomadaire (le mardi) avec le directeur et les deux coordonnateurs
- Réunion hebdomadaire (le lundi) de l'équipe de développement
- Rencontre de l'ensemble de l'équipe aux 3 semaines

- **Résultats atteints;**

La réunion hebdomadaire entre le directeur et les deux coordonnateurs a été difficile à maintenir de façon régulière en raison de conflits d'horaire et fut abandonnée complètement lors du départ du coordonnateur de la DDM. Lors de l'embauche d'un nouveau coordonnateur, il serait pertinent de rétablir ces rencontres.

L'équipe de développement se rencontre régulièrement afin de faire le point sur les projets en cours. Toutefois, ces rencontres ne sont pas toujours hebdomadaires. Il serait pertinent de bloquer une plage horaire chaque semaine afin d'assurer la régularité des rencontres.

À moins d'exception, l'ensemble de l'équipe se réunit toutes les 3 semaines. Cet objectif a donc été atteint.

L'équipe de développement avait aussi pour objectif d'assurer un suivi rigoureux des projets en cours.

Le moyen était de mettre à jour régulièrement l'outil de suivi de projets.

Résultats atteints; L'équipe de développement n'a pas réussi à mettre à jour régulièrement l'outil de suivi de projets. Dans les faits, cet outil reste sous-utilisé et il est nécessaire de corriger la situation.

Le dernier objectif consistait à augmenter la vitesse du règlement des débours

Les moyens étaient de créer un protocole de traitement des factures/réalisation des débours et de se bloquer une plage de temps de travail consacré à la réalisation des débours au moment approprié dans le mois.

Résultats atteints : dû à la variabilité des débours dans le temps et selon l'avancement du projet, il n'est pas réaliste de bloquer une plage de temps de travail consacrée à sa réalisation. Aucun protocole officiel de traitement des débours n'a été créé. Cependant, le traitement des débours à l'interne se fait de façon plus rapide et la priorisation de cette activité a été comprise par les employés.

Participation de bénévoles au développement	
2013-04-08	La Rémoise : Inspection des déficiences
2013-04-10	La Gaillarde : Réunion de chantier
2013-04-11	La Rémoise : Rencontre de suivi DAI
2013-04-11	La Gaillarde : Réunion de chantier
2013-04-11	La Gaillarde : Conseil d'administration avec la FROHM
2013-04-17	La Gaillarde : Réunion de chantier
2013-04-25	La Re-Source : Rencontre avec le responsable en urbanisme de la ville
2013-04-29	La Rémoise : Rencontre locataires sur aspects techniques
2013-05-07	La Gaillarde : Signature des baux et visite du chantier
2013-05-09	La Re-Source : Comité de projet Maison 2e étape
2013-05-13	La Gaillarde : Réunion de chantier
2013-05-15	La Gaillarde : Réunion de chantier
2013-05-23	La Re-Source : Comité de projet Maison 2e étape
2013-05-23	La Re-Source : Comité de projet Maison 2e étape
2013-05-30	La Gaillarde : Inspection des déficiences
2013-06-04	La Gaillarde : Conseil d'administration
2013-06-05	La Gaillarde : Prise de possession de l'immeuble sur 3 jours
2013-06-18	La Gaillarde : Conseil d'administration
2013-06-20	La Re-Source : présentation au CCU
2013-06-21	La Gaillarde : Conseil d'administration
2013-06-27	La Re-Source : Comité de projet Maison 2e étape
2013-07-04	La Gaillarde : Conseil d'administration pour DAI
2013-07-04	La Re-Source : Rencontre du député de Sanguinet Alain Thérien
2013-07-05	La Gaillarde : Signature garantie hypothécaire chez notaire
2013-07-08	La Re-Source : Rencontre avec attaché politique député Châteauguay
2013-07-10	La Rémoise : Inauguration de La Rémoise
2013-07-11	La Gaillarde : Rencontre coordination de fin de chantier
2013-07-12	Vallée des Tisserands : Rencontre avec S Adams d'Action Famille
2013-07-15	La Re-Source : Rencontre du député de Sanguinet Alain Thérien
2013-07-20	Vallée des tisserands : Assemblée d'information
2013-07-22	La Gaillarde : Rencontre coordination de fin de chantier
2013-07-22	Vallée des Tisserands : Conseil d'administration pour phase 3
2013-07-24	La Gaillarde : Rencontre de l'exécutif de La Gaillarde
2013-07-25	conseil municipal - Trilogis

2013-08-15	Bienville - Rencontre du CA de
2013-09-04	Trilogis - ouverture du compte de banque
2013-09-12	Trilogis - 2e rdv banque + transport
2013-09-16	Trilogis - conseil municipal
2013-09-18	CA de Trilogis
2013-10-01	L'envol - rencontre de démarrage
2013-10-09	La Gaillarde CA
2013-10-16	La Gaillarde CA
2013-10-30	L'envol - Rencontre de travail
2013-10-30	Bienville - Rencontre avec les intervenants et élus
2013-10-31	La Gaillarde - Rencontre d'information avec les locataires
2013-11-05	Trilogis - CA
2013-11-06	Trilogis - CA
2013-11-13	Bienville - bilan sur rencontre avec les élus
2013-11-14	Habitations la Petite Prairie - CA
2013-11-19	L'envol - sélection architecte
2013-12-04	Habitations la Petite Prairie - Rencontre de coordination pour EC
2013-12-11	Trilogis - CA
2013-12-16	Rencontre d'information pour groupe désirant volet 3
2013-12-18	Trilogis - CA
2014-01-13	CA - Bienville
2014-01-14	CA - L'envol
2014-01-23	H-W Clarke - rencontre des locataires
2014-01-23	CA - Bienville
2014-01-24	Rencontre d'information démarrage d'un projet
2014-02-04	Ca - Vallée-des-Tisserands (proposition projet)
2014-02-13	Trilogis - CA
2014-02-17	Rencontre d'information démarrage d'un projet
2014-02-19	Rencontre d'information démarrage d'un projet
2014-02-24	La Gaillarde 2 - démarrage
2014-03-06	Trilogis - CA
2014-03-08	Trilogis - notaire
2014-03-17	Petite Prairie - assemblée d'info
2014-03-17	Petite Prairie - assemblée d'info
2014-03-19	Groupes de femmes - rencontre de développement
2014-03-24	Rencontre démarrage projet volet II

D. REVENDICATIONS

LOCALES

- **Qu'est-ce qui est inclus dans ce volet de notre action et pourquoi est-ce important?**

Essentiellement, ce sont les demandes réglementaires que nous avons et que nous dirigeons vers les élus municipaux. Contrairement à la vaste majorité des organismes communautaires qui est très orientée vers l'Agence de la santé et des services sociaux, le Comité logement Rive-Sud a les municipalités parmi ses premiers interlocuteurs. La raison est simple et elle est en lien avec notre mission : les municipalités ont le pouvoir (malheureusement pas le devoir) de réglementer le domaine de l'habitation sur leurs territoires. De leurs décisions découlent les conditions de vie, la protection de la sécurité et le respect des droits de dizaines de milliers de locataires.

- **Quels objectifs poursuivons-nous avec ce volet?**

1. sensibiliser les élus et la population sur les conséquences du laisser-aller caractéristique dans le domaine du logement locatif lorsque celui-ci n'est pas réglementé;
2. déconstruire la perception, souvent rencontrée parmi les élus, voulant que les locataires sont généralement fautifs et responsables de leurs mauvaises conditions d'habitation de même qu'il n'est pas du ressort des municipalités de réglementer le secteur du logement locatif;
3. assurer la protection de la santé, de la sécurité et du respect du droit au logement des locataires de la Rive-Sud;
4. obtenir des réglementations appropriées et adaptées aux besoins des locataires des différentes municipalités, et ce, en impliquant nos membres et d'autres locataires dans les démarches pour définir les problématiques, les solutions et les demandes.

- **Qu'avons-nous adopté à ce chapitre lors de notre assemblée générale annuelle l'an dernier**

L'an dernier nous avons résolument adopté :

- ✓ *de mandater le conseil d'administration pour discuter de l'organisation du travail et des ressources afin de trouver une solution au manque d'emphase porté à nos revendications locales dans le travail du Comité logement Rive-Sud.*
- ✓ *de reprendre le travail sur la question des revendications des codes du logement, et ce, dans au moins trois municipalités à déterminer ultérieurement. À cet effet, nous mettrons en place des moyens d'expression pour les locataires en général et pour les locataires directement affectés en particulier. Nous utiliserons aussi les médias et démontrerons, preuve à l'appui, les problèmes vécus dans chacune de ces municipalités.*

- ✓ que le Comité logement Rive-Sud détermine des objectifs par municipalité et cible ses interventions pour obtenir, pendant la campagne électorale municipale de novembre 2013, des engagements qui iront dans le sens de nos revendications locales, des revendications adoptées par le FRAPRU en congrès et des priorités selon les besoins locaux.
- ✓ de prioriser (sans s'y limiter), parmi les revendications locales, l'adoption d'un véritable règlement contre la conversion de logements en condominiums à Longueuil, la constitution d'une réserve foncière à Châteauguay, l'adoption de codes du logement à Delson et Sainte-Catherine et l'inclusion d'un projet de logements sociaux dans le Transit oriented development (TOD) de Candiac.

- **Comment cela s'est-il reflété dans le plan de travail?**

Le plan de travail de l'année 2013-2014 aborde ces questions sous trois angles;

Codes du logement

Nous avons pour objectif d'obtenir un code du logement dans au moins trois villes de la Rive-Sud.

Les moyens pour y arriver mettaient les locataires et les membres au centre de la stratégie. En effet, il était prévu qu'il y aurait une mobilisation des membres; de préparer la documentation et l'argumentaire; la recherche d'engagements de la part des candidats; l'organisation d'une soirée de discussion (AG) autour de ces enjeux; de trouver avec les membres des moyens d'expression afin de faire valoir la demande d'un code du logement; et amasser des commentaires des locataires aux prises avec des problèmes d'insalubrité et qui résident dans les villes choisies.

Conversions de logements en condominiums

Notre objectif dans le plan de travail était d'obtenir un véritable règlement sur la conversion des logements en condominiums (à Longueuil).

Pour y arriver, les moyens qui devaient être mis en actions étaient de poursuivre notre démarche (demande à la Ville de Longueuil de créer un comité de travail); la mobilisation créative des membres avec la Virevolte et le BCJ à une manifestation à Longueuil; le contact des organismes communautaires de la ville de Longueuil et de; contacter les médias afin de couvrir l'événement.

Réserves foncières

L'objectif était d'obtenir une réserve foncière pour le développement de logements sociaux de la part de certaines villes du Roussillon et de l'agglomération de Longueuil.

«Ce que j'ai préféré de l'année dernière ce n'est pas un moment mais une organisation; le FRAPRU. Toute l'organisation, la planification des événements et la présence dans les médias.» -

Angèle Fortin, administratrice

Pour y arriver, le principal moyen envisagé a été faire des démarches en ce sens, particulièrement pendant la campagne électorale.

- **Les objectifs atteints et à atteindre**

Pour être bref, disons que nous n'avons atteint aucun de nos objectifs. Les raisons sont nombreuses pour expliquer ce triste constat. Premièrement, deux raisons sont internes : le Conseil d'administration n'a pas fait la discussion demandée par l'AGA sur le manque d'emphase mis sur nos revendications locales. Le sujet a été abordé lors des journées de réflexion, mais sans conclusion ou solution. Ensuite, le départ du coordonnateur à la mobilisation et la défense des droits a réduit les ressources que nous pouvions consacrer à ce travail. De plus, ce dernier a consacré beaucoup de temps et d'efforts aux demandes visant Longueuil, mais aucune attention ne fut accordée au Roussillon. (Il faut mentionner que dans le Roussillon l'essentiel de nos demandes nous ont été concentré dans la municipalité où il y a le plus de locataires.)

D'autres raisons sont externes. Premièrement, lors de la campagne électorale les seuls candidats qui ont pris la peine de répondre à nos demandes ont tous perdu leurs élections. La seconde raison est plus fondamentale. À Longueuil, nous avons constaté pendant la campagne électorale que le nombre de groupes prêts à prendre la parole pour réclamer des engagements de la part de l'équipe de la Mairesse est très inférieur au nombre de groupes qui parlent de logement autour d'une table. Le nombre de groupes prêts à signer une lettre de demande ou à prendre la rue est encore plus faible. Nos demandes d'un véritable règlement contre la conversion de logements en condominiums et de l'application du code du logement et nos démarches des deux dernières années de même que celles de quelques rares autres groupes (notamment La maison la Virevolte, le Bureau de consultation jeunesse et Macadam sud) ont eu comme réponse la création d'un comité qui élaborera une politique d'habitation pour la ville de Longueuil. Nous apprendrons plus tard que le comité ne sera composé que d'élus et ne nous consultera pas directement.

Toutefois, du travail a été fait et du chemin a été parcouru. Ainsi, la porte est ouverte avec le Conseil municipal de Sainte-Martine pour l'adoption d'un code du logement. Nous avons tenté de travailler avec le nouveau Conseil de Léry. Si la porte est présentement fermée, il n'en sera peut-être pas toujours ainsi. En ce qui concerne la conversion de logements en condominiums, nos demandes demeurent valables, mais force est de constater que l'hémorragie est jugulée en raison de l'accalmie généralisée du marché de l'habitation et de la démographie.

La route sera encore longue. Le travail que nous devons faire pour avoir des alliés réels et déterminés ne la rendra pas plus facile. Encore pire, alors que la plupart des comités logement au Québec visent une seule administration municipale, notre territoire en compte plus d'une vingtaine. La route sera définitivement longue.

E. VIE ASSOCIATIVE ET DÉMOCRATIQUE

- **Qu'est ce que c'est?**

Le Comité logement Rive-Sud est un organisme communautaire. En fait, selon un langage utilisé depuis plus de 15 ans maintenant, c'est un organisme d'action communautaire autonome. Auparavant, les termes pour définir notre type d'organisation étaient « groupe populaire ».

Ce sont des mots qui ont un sens. Ce qu'ils décrivent c'est une façon particulière de faire les choses. Nous pourrions très bien construire des logements et défendre des locataires d'une façon professionnelle et impersonnelle sans impliquer les locataires et la communauté dans notre travail. La nature de notre organisation est tout autre. Elle vise à impliquer les gens dans la recherche de solutions à des problèmes sociaux et dans leur application. Notre nature fait en sorte que nous travaillons à informer les gens, à les former aussi, selon les principes et avec les moyens de l'éducation populaire autonome.

Ces éléments, et le fait que nous avons toujours eu une grande volonté d'avoir un organisme très démocratique et inclusif, font en sorte que nous travaillons assidument au maintien d'une riche vie associative et démocratique.

**«Mon moment préféré de l'année a été
l'Assemblée générale annuelle que
nous avons fait à l'Île St-Bernard.» -
François Dumont, administrateur**

- **Quels objectifs avons-nous?**

1. Impliquer les locataires en général et nos membres en particulier dans la vie associative du Comité logement Rive-Sud;
2. Assurer une vie démocratique dans laquelle les membres peuvent exprimer leurs points de vue sur leurs besoins, leurs droits et leurs demandes, mais aussi mettre en valeur leurs potentiels et leurs talents et les mettre au service d'une cause qui leur tient à cœur;
3. Produire et diffuser du matériel d'information qui aide les locataires et la communauté à saisir les enjeux particuliers au domaine du logement, de la lutte à la pauvreté;

- **Qu'avons-nous voté à ce sujet en AGA?**

L'an dernier au sujet du bulletin de liaison nous avons collectivement adopté :

- ✓ de produire 6 éditions du « Bulletin du Coloc »;
- ✓ de susciter la participation des membres du Comité logement Rive-Sud à la rédaction d'articles;
- ✓ de produire au moins deux numéros, de 8 pages, à l'occasion des moments forts de l'année comme le budget provincial;
- ✓ d'ajouter des interviews, témoignages, photos ou maquettes des projets en cours ou futurs, des articles sur les problématiques à long terme, des cartes et des calendriers aux bulletins du Coloc en coordonnant mieux le tout avec nos différentes plateformes de diffusion.

À d'autres sujets nous avons résolu :

- ✓ de planifier, dès le début de l'année, nos actions récurrentes : AGs, Bulletin du Coloc, activités sociales, distribution du dépliant du CLRS, nos actions et celles du FRAPRU, etc.
- ✓ que l'équipe de travail et le conseil d'administration tiennent deux journées de réflexion au début de l'automne 2013 visant à:
 - organiser la réalisation du plan d'action 2013-2014;
 - réfléchir au développement organisationnel du Comité logement Rive-Sud;
 - évaluer le service individuel de défense de droits (évaluer le type de demandes les plus fréquentes, l'impact de l'augmentation des demandes d'information, et qu'ils s'interrogent aussi sur comment notre organisation utilise le service d'information pour passer « de l'intervention individuelle à l'action collective »;
 - évaluer le service de développement de logements sociaux (objectifs, pratiques, besoins, distribution géographique, etc.).

«Ce que j'ai aimé en 2013? Le Comité MOB qui a bien performé avec plusieurs nouveaux membres, les journées de réflexion qui nous ont permis une bonne planification de nos actions et qui a surtout soudé l'équipe et mes relations avec les membres et les employés. Une belle gang que j'adore et que j'apprécie de plus en plus.» - Réal Brais, vice-président

- **Comment cela s'est-il traduit dans le plan de travail?**

Nous avons comme premier objectif de relancer le comité de Mobilisation.

Nous avons aussi comme objectifs de faire :

- *le recrutement de nouveaux membres*
- *la promotion de nos activités*
- *le Bulletin de liaison*
- *les assemblées générales (8)*
- *et développer la sensibilisation et la mobilisation autour des enjeux de logement avec les groupes communautaires, autant à Roussillon qu'à Longueuil*

- **Objectifs atteints et à atteindre**

Simplement dits, tous les objectifs que nous avons et toutes les résolutions adoptées en AGA ont été atteints et réalisés, sauf le nombre de parutions du Bulletin de liaison (Bulletin du Coloc) qui est resté à quatre comme lors des années précédentes.

Cependant des membres ont été impliqués dans sa rédaction, son expédition et son montage. Des témoignages ont été faits et incorporés au Bulletin du Coloc.

«Les journées de réflexion du C.A. et de l'équipe de travail a été pour moi un moment important de l'année.» - Nancy Mikula, administratrice

Nous avons fonctionné pour une bonne partie de l'année avec un calendrier des événements importants et/ou récurrents. La pratique devra être améliorée, mais elle est utile.

Nous avons organisé huit assemblées générales dans lesquelles la participation des membres a été plus importante que l'année précédente. Elles ont été l'occasion de planifier nos interventions, de partager les points de vue des membres, de se former sur des enjeux tels l'immigration et les alternatives fiscales, d'échanger sur les campagnes électorales municipales et provinciales et sur les résultats de ces campagnes, de planifier nos actions, sans oublier la traditionnelle épluchette de blé d'Inde qui a lieu lors de l'AG de septembre à Châteauguay.

L'AGA de juin dernier a été un succès complet. La formule révisée, l'ordre du jour plus long, mais plus « aéré », le choix d'un lieu propice aux discussions et à la réflexion, le temps alloué aux ateliers ont tous été des facteurs qui ont fait de cette AGA un succès mémorable. La formule sera conservée.

Dans le même élan, nous voulions que les employés et les membres du Conseil d'administration travaillent ensemble lors de deux journées de réflexion. Ce camp de réflexion a eu lieu à la Base de plein air l'Interval, un lieu propice et... économique. Ce

fut, sans aucun doute, un des moments très forts de notre vie démocratique. Premièrement, ce fut utile pour consolider les connaissances d'élus et d'employés qui étaient actifs avec le Comité depuis moins de deux ans. Ce fut aussi l'occasion de mieux organiser le plan de travail de l'année en cours. Finalement, les relations entre les 15 personnes présentes se sont développées ce qui, pour certains employés et élus qui ne se côtoient pas régulièrement, fut très apprécié. Le sentiment d'équipe a grandement été amélioré.

Finalement, nous avons eu trois rencontres du comité de mobilisation et il semble y avoir une volonté de poursuivre le travail ce qui serait non seulement très utile, mais aussi une opportunité d'implication accessible à plusieurs membres.

Total des présences et des heures d'implication des membres		
	Présences	Heures
Manifestations, Commission populaire et autres actions	470	2820
Réunions :		
Assemblées générales du Comité logement	165	495
CA du Comité logement	88	350
Comité de mobilisation	10	20
CA SOLIDES et autres comités	31	94
CA des groupes en développement	296	555
Assemblée générale du FRAPRU	30	384
Tâches diverses :		
Distribution de matériel d'information	33	50
Préparation de lunchs, tournées téléphoniques, envois postaux, etc.	29	99
Assemblées d'information	429	858
Activités sociales	53	186
TOTAL	1 634	5 911

F. FORMATION

La formation est une nécessité dans une organisation comme la nôtre. En tant que Groupe de ressources techniques qui fait du développement de logements sociaux, nous avons une obligation, un devoir, de former les futurs administrateurs des organismes qui opéreront ces logements qu'ils soient locataires ou bénévoles provenant de la communauté. En tant qu'organisme d'action communautaire autonome, nous avons aussi un volet de formation. Ce second aspect ne sera pas détaillé ici puisque nous en avons vu l'essentiel dans la rubrique « vie associative et démocratique ».

Nous n'avons rien voté à ce sujet lors de l'AGA de l'an dernier. Cependant, en raison du travail de développement que nous réalisons en continu des aspects se sont retrouvés dans le plan de travail de l'équipe de développement.

Les objectifs étaient de développer un plan de formation; de compléter l'ensemble des cahiers pour les membres des CA provisoires et d'améliorer les cahiers de formation existants.

Les moyens pour y arriver étaient d'écrire et faire approuver les 8 cahiers de formation restant; de poursuivre l'évaluation des cahiers de formations par les membres des CA provisoires; d'analyser les évaluations des cahiers de formation déjà recueillie et de réviser les cahiers de formation en fonction des évaluations.

Une partie des objectifs furent atteints. Ainsi, tous les cahiers de formation sont terminés et approuvés et leur évaluation est en cours. Par contre, nous ne sommes pas rendus à l'étape de la révision desdits cahiers et même si nous disposons maintenant de plus de 20 cahiers de formation pour les administrateurs de logements sociaux, le tout doit être organisé à l'intérieur d'un plan de formation qui est en devenir.

G. SOUTIEN AUX OBNL D'HABITATION

C'est moins connu, mais le Comité vient en aide à différents OBNL d'habitation. Jadis, cette aide était directe. C'est maintenant surtout par le biais de la FROHM que nous aidons les OBNL. Un représentant de SOLIDES siège au Conseil d'administration de la FROHM depuis sa fondation. Il constitue souvent une partie de la mémoire de cet organisme en ce qui concerne l'histoire. Il y fait aussi souvent un rappel des valeurs d'entraide, de lutte à la pauvreté, de respect des locataires et de l'importance de leur implication. Ces valeurs sont aujourd'hui partagées par la FROHM.

Le Comité logement assure aussi ce soutien aux OBNL d'habitation en supervisant assidument l'organisme apparenté qu'est SOLIDES. Depuis deux ans, nous avons commencé à voir une réciprocité dans ce rapport puisque SOLIDES est venu en aide à un projet de développement de logements sociaux en acquérant un immeuble de La Prairie, créant ainsi des conditions pour que les locataires de cet immeuble puissent prochainement le racheter et le prendre en main avec leur propre corporation.

Le Comité logement vient aussi en aide aux locataires d'OBNL et de coops de la Rive-Sud. Une partie de ce travail acharné pour faire reconnaître la problématique des fins de conventions des projets de logements sociaux fédéraux a porté fruit. L'inquiétude que nous avons est maintenant partagée par plusieurs organismes et élus.

Finalement, il arrive épisodiquement que le Comité logement Rive-Sud vienne en aide à des OBNL de logement qui connaissent des crises internes. Ce fut le cas dans le passé aux Habitations de la Vallée des Tisserands, à Habitation Philomène et ce l'est présentement à Habitation Solidarité de Châteauguay. Dans ce dernier cas, il a été convenu avec les locataires et le Conseil d'administration que ce sera SOLIDES qui reprendra cet organisme afin de le sauver d'une mort certaine.

H. LA REPRESENTATION

- **Qu'est-ce qu'on entend par les « représentations » ?**

C'est la présence du Comité logement Rive-Sud dans plusieurs lieux de regroupement, de coalitions et d'organisations dans lesquels nous participons avec diverses intentions toujours en lien avec notre mission. Par exemple, notre statut de membre participant du FRAPRU a comme conséquence que nous nous présentons à quatre assemblées générales et un Congrès par année. Au total, ce n'est pas moins de 9 journées de réunions pour élaborer nos demandes, nos stratégies, nos analyses et nous former. C'est aussi pour le Comité logement des moments au cours desquels nous tentons d'influencer des décisions pour qu'elles aillent dans le sens de nos orientations.

Le Comité logement Rive-Sud est aussi impliqué à divers endroits pour des fins de concertations. Quelquefois notre rôle ressemble davantage à celui de personnes-ressources

- **Quels objectifs visons-nous?**

1. Mieux comprendre le monde économique, politique et organisationnel dans lequel nous œuvrons;
2. Nous concerter avec d'autres organismes afin de mieux intervenir, développer des revendications et des stratégies et ainsi atteindre des objectifs dans une démarche collective;
3. Diffuser les points de vue, les revendications et l'expérience du Comité logement Rive-Sud ainsi que donner une voie aux locataires de notre territoire;
4. Développer le réseau de contacts et de collaborateurs du Comité logement;
5. Aider des organismes ou des coalitions qui peuvent bénéficier de nos expériences.

- **Qu'avons-nous adopté lors de l'AGA l'an dernier?**

Rien

- **Qu'avons-nous adopté dans notre plan de travail et quels sont les résultats atteints?**

Nous avons parmi nos objectifs d'influencer les orientations du FRAPRU selon nos objectifs en termes de revendications et de moyens d'action. Considérant que nous en sommes membres depuis 1988 et que nous sommes un de ceux qui y contribuent le plus, il est tout à fait approprié que nous désirions que ses analyses, ses revendications et ses actions nous ressemblent.

Les moyens que nous avons pris pour y arriver ont été essentiellement notre présence dans les instances démocratiques du FRAPRU à l'exception du Conseil d'administration.

Nous avons atteint des résultats. Pour l'essentiel, les membres du Comité logement Rive-Sud continuent de trouver avec le FRAPRU un moyen de communiquer leurs demandes aux gouvernements supérieurs. Plus particulièrement, deux demandes spécifiques font maintenant partie du plan de travail du FRAPRU : obtenir de la SHQ un registre public des projets de logements sociaux en cours de développement. Le FRAPRU doit aussi produire une analyse par région et par quartier, lorsque possible, de l'offre de logements sociaux en proportion de la population de locataires.

Nous avons aussi pour objectif de développer des solidarités avec des organismes régionaux et leurs membres.

Nous y avons mis des ressources considérables. Par exemple, nous avons participé toute l'année à la Coalition des organismes de l'arrondissement de Longueuil pour le droit au logement (COALDL), siégé à son comité de coordination et été très impliqués dans la rédaction d'un document sur l'inclusion de logements sociaux et dans l'organisation de deux événements. Nous sommes aussi membres de la Corporation de développement communautaire de Longueuil et de celle de Roussillon. Un employé du CLRS siège au Conseil d'administration de cette dernière et travaille surtout à sa mise en place.

Deux employés sont aussi des participants assidus aux tables de vie de quartier LeMoynes et Saint-Robert à Longueuil de même qu'à la Table pour l'élimination de la faim de St-Hubert. Avec ce dernier groupe, nous avons d'ailleurs été très impliqués pour l'organisation d'une journée contre la faim et la pauvreté à l'automne 2013. Nous travaillons aussi avec le Comité logement de la Table itinérante Rive-Sud et plus récemment, nous avons été cooptés dans la table qui pilote la revitalisation urbaine intégrée de LeMoynes. Du coup, nous avons atteint des résultats indéniables, que ce soit la qualité du document sur l'inclusion sociale, les réussites des événements que nous avons coorganisés avec la COALDL, les interventions faites pendant la campagne électorale municipale, les progrès faits par la CDC de Roussillon dans son développement, le développement des liens et notre enracinement dans certains quartiers, le succès de la journée et de la marche contre la faim et la pauvreté de Saint-Hubert (et de nombreux autres dossiers et projets). Bref, notre travail porte ses fruits.

C'est aussi dans ce contexte qu'a eu lieu une importante manifestation à Longueuil, organisée par la Maison la Virevolte, le BCJ et nous-mêmes, afin de réclamer de la Ville une application du code du logement, un véritable règlement contre la conversion de logements en condominiums et une réserve foncière destinée à des logements sociaux. De nombreux groupes et individus se sont joints à nous afin de contribuer au succès de ce rare événement revendicatif de la vie communautaire et sociale de Longueuil. Un événement d'ailleurs très couvert par les médias locaux. La constitution d'un comité d'élus pour l'élaboration d'une politique d'habitation est en lien direct avec les pressions des groupes mentionnés ci-haut.

Finalement, nous voulions travailler localement à développer des projets et des activités qui viennent en aide directement aux locataires.

À cet égard, un des principaux moyens que nous avons mis en œuvre est le travail autour d'un projet demandé par la communauté autour de la définition des besoins dans le domaine du logement pour les locataires de LeMoyne à Longueuil. Des efforts importants ont été consentis pour constituer un groupe d'organismes désirant s'impliquer dans un tel projet. Nous avons aussi consenti des efforts à l'animation du projet, à la rédaction d'une demande d'aide financière à la fondation Béati et à son suivi (nous aurions été le groupe fiduciaire du projet). Après le refus du projet qui s'était presque rendu à l'acceptation, nous l'avons adapté au volet des Initiatives sociales qui peuvent être présentées au SACAIS.

Lieux de réflexion, réseautage et représentation	
2013-04-02	Coalition des acteurs de l'agglomération de Longueuil pour le droit au logement
2013-04-04	Rencontre équipe Protocole salubrité
2013-04-10	T.V.Q Saint-Robert
2013-04-15	Comité refus de la misère
2013-04-17	Comité action logement LeMoyne
2013-04-18	Assemblée générale annuelle d'Habitation communautaire Longueuil
2013-04-18	Table itinérance Rive-Sud
2013-04-20	Assemblée générale annuelle de la FECHAM
2013-04-22	C.E. CDC Roussillon
2013-04-29	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-05-06	C.A. La Rencontre Châteauguoise
2013-05-03	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-05-14	AGA CDC Roussillon
2013-05-16	AGA FROHM
2013-05-27	C.A. La Rencontre Châteauguoise
2013-05-28	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-05-29	Journée de réflexion sur l'impact des organismes communautaires dans la lutte à la pauvreté.
2013-05-30	Talitha Koum / aide aux démunis
2013-05-30	Conférence de presse RIAPAS
2013-06-05	AGA La Rencontre Châteauguoise
2013-06-02	Rencontre avec le Centre de Bénévolat de Longueuil
2013-06-02	Rencontre avec le centre de Bénévolat de Saint-Hubert
2013-06-11	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-06-13	Comité action logement LeMoyne
2013-06-17	Rencontre avec le Centre de Bénévolat de Saint-Lambert
2013-07-10	CLSC Kateri protocole de salubrité des logements
2013-07-12	Rencontre du député fédéral Sylvain Chicoine
2013-07-15	Comité action logement LeMoyne
2013-08-28	Comité refus de la misère
2013-09-05	AG CDC Roussillon

2013-09-10	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-09-14	Assemblée générale annuelle du FRAPRU
2013-09-17	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-09-19	La Gaillarde : Activité de bienvenue de la Ville
2013-09-19	Protocole de salubrité des logements
2013-09-24	C.E. CDC Roussillon
2013-09-26	Comité refus de la misère
2013-10-02	Comité refus de la misère cité : sensibilisation des élus de Longueuil
2013-10-07	Conférence de presse de la Table itinérance Rive-Sud
2013-10-08	Réunion pour la préparation de la Nuit des sans-abris de La Prairie
2013-10-16	Comité action logement LeMoynes
2013-10-17	Débat électoral municipal de la TVQ Notre Dame
2013-10-17	Entrevue avec TVRS sur le sujet de « la pauvreté et les élections
2013-10-18	Nuit des sans-abris de La Prairie
2013-10-25	Présentation dans un cours de sociologie - CEGEP de Valleyfield
2013-11-05	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-11-11	Comité action logement LeMoynes
2013-11-12	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-11-14	AGA CDC Longueuil
2013-11-20	C.E. CDC Roussillon
2013-11-21	Table de vie de quartier de LeMoynes
2013-12-12	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2013-12-18	Comité local de la démarche de revitalisation urbaine intégrée de LeMoynes
2014-01-13	Comité action logement LeMoynes
2014-01-15	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2014-01-15	Coalition pour le droit au logement de Longueuil
2014-01-22	Table de vie de quartier de Saint-Robert
2014-01-22	C.E. CDC Roussillon
2014-01-29	Table de vie de quartier de LeMoynes
2014-01-29	Soirée cinéma de l'organisme Macadam Sud
2014-02-04	Comité refus de la misère
2014-02-11	AG CDC Roussillon
2014-02-12	Rencontre avec l'organisme Com'femme
2014-02-19	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2014-02-27	Comité local de la démarche de revitalisation urbaine intégrée de LeMoynes
2014-02-27	Table de vie de quartier de Saint-Robert
2014-03-13	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert
2014-03-19	C.E. CDC Roussillon
2014-03-27	Présentation portrait du quartier Saint-Robert
2014-03-31	Regroupement anti-pauvreté de Saint-Hubert

I. FINANCEMENT ET RESSOURCES HUMAINES

- **Pourquoi est-ce un enjeu?**

Simplement parce que, aussi terre-à-terre que cela puisse paraître, une organisation comme la nôtre réussit à réaliser sa mission en immense partie grâce aux ressources qu'elle réussit à mettre en action et parce que les employés font partie de ces ressources. D'autres outils tels que des salles, des remboursements de transports, de l'équipement doivent être engagés. Une partie du travail du Conseil d'administration et du Directeur général est de s'assurer que le Comité dispose de toutes les ressources dont il a besoin et que celles-ci soient bien utilisées.

- **Quels objectifs avons-nous?**

Stabiliser le personnel du Comité logement et confirmer le bon fonctionnement de la nouvelle structure adoptée en 2012;

Obtenir un meilleur financement de base de la part du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS);

Obtenir une confirmation de la part de Centraide que le financement de notre intervention à Longueuil dépassera la période d'essai de trois ans (2011-2014);

Obtenir un financement supplémentaire pour augmenter notre intervention dans l'agglomération de Longueuil;

- **Qu'avons-nous voté en Assemblée générale annuelle?**

Rien.

- **Comment cela se reflète-t-il dans le plan de travail?**

Nous avons vu plus tôt qu'une attention a été portée à la planification de l'année pour l'équipe de développement de logements sociaux et à son encadrement. Le plan de travail ne fait aucune autre mention à cette rubrique.

Il avait également été envisagé de participer à la manifestation des organismes communautaires demandant un meilleur financement de base pour les groupes en ACA.

- **Quels sont les objectifs atteints et ceux à atteindre?**

Nous n'avons certainement pas réussi à stabiliser l'ensemble de l'équipe de travail. En effet, le coordonnateur à la défense des droits et à la mobilisation nous a quitté et, faute de fonds suffisants, il a été décidé de ne pas le remplacer. Cette décision est

temporaire. Par contre, les deux autres employés embauchés en 2012 sont encore à l'emploi du Comité logement.

Le Conseil d'administration a posé un geste important visant à offrir des conditions de travail normales aux employés. Nous, employeurs et employés, contribuons maintenant au Régime de retraite des employés des groupes communautaires et de femmes. La contribution de l'employeur actuelle est de 2 % des salaires. Elle augmentera d'un pour cent par année au cours des deux prochaines années. Cette dépense tout à fait raisonnable permet aux employés d'envisager un avenir à long terme à notre emploi sans s'inquiéter de ce qui leur arrivera à l'âge de la retraite.

En ce qui concerne notre participation à la manifestation des organismes communautaires demandant un meilleur financement de base pour les groupes en ACA nous y avons eu une participation... modérée.

La nouvelle la plus importante sous cette rubrique est certainement la réponse de Centraide concernant l'augmentation de notre financement afin de disposer de plus de ressource pour intervenir à Longueuil.

Premièrement, la bonne nouvelle : le maintien du financement accordé il y a trois ans pour cette mission a été confirmé. Tout indique que le travail pour le droit au logement que nous faisons à Longueuil est reconnu et apprécié par ce bailleur de fonds. Cependant, la demande d'augmentation demandée n'a pas été accordée. Nous ne devons aucunement comprendre cela comme un refus. L'ensemble des groupes qui bénéficient de l'aide de Centraide ont appris que les ressources financières actuelles sont insuffisantes. En fait, des groupes ont vu leur financement entièrement coupé et l'ensemble des groupes compose avec une réduction de 2 %. La campagne de Centraide ne donne tout simplement plus les fruits escomptés et d'ailleurs Centraide appelle les groupes à l'appuyer dans ses démarches de sollicitation et de visibilité.

Finalement, nous devons constater que les incroyables délais que prend la SHQ pour analyser et autoriser des projets de développement de logements sociaux (des retards attribuables à un manque d'unités disponibles, mais aussi à des « facteurs humains » indéniables) ont comme conséquence de ralentir la croissance de notre financement et de notre propre développement. Ainsi, si ça n'avait été des lenteurs des projets de La Prairie et de La Re-Source, nous aurions été en mesure de maintenir le poste de coordonnateur DDM comblé. En conséquence, le secteur de développement de logements sociaux s'autofinance, mais il ne permet pas de créer une « spirale ascendante » qui nous permettrait de développer nos services et nos actions.

CONCLUSION

Nous devons être fiers de nos réalisations, de nos gains, de nos campagnes, de l'implication toujours aussi grande de nos membres. Nous pouvons aussi être heureux de la place de plus en plus prépondérante du Comité logement Rive-Sud dans la communauté de notre grand territoire, de l'influence que nous avons auprès des municipalités et des organismes avec lesquels nous intervenons. Considérant que nous œuvrons dans un milieu et une époque politiquement, socialement et économiquement hostiles nous devons constater que nous tirons bien notre épingle du jeu.

Chacun des sujets que nous venons de voir dans le présent bilan présente des succès, mais également des difficultés, des défis et même quelquefois des échecs. Pour cette raison, le bilan de l'année 2013-2014 se doit d'être nuancé, de ne pas être triomphaliste. Pour la même raison, il ne doit pas non plus tomber dans le pessimisme.

Nous devons constater que nos fondements (notre vie démocratique et l'implication des locataires) se sont enrichis notamment grâce à la nouvelle formule de l'AGA et des journées de réflexions du C.A. et de l'équipe de travail. L'implication grandissante de membres est également un signe de santé de notre organisation.

Nous pouvons aussi constater que les principales difficultés que nous avons rencontrées sont issues de facteurs externes (lenteurs de la SHQ pour le développement, contraintes financières vécues par Centraide, politiques d'austérités au niveau des gouvernements supérieurs, décisions municipales inexplicables, etc.).

En conclusion, nous savons donc quelles sont nos forces et nos faiblesses, et nous savons quels sont nos défis pour continuer de faire progresser le droit des locataires de la Rive-Sud à un logement de qualité et abordable. Notre bilan nous permet donc de maintenant regarder droit devant.